



COMMUNIQUE DE PRESSE

Bruxelles, le 23.01.2013

4.000 travailleurs en colère contre le Parlement européen et la Commission.

Aujourd'hui, mercredi 23 janvier 2013, 4.000 ouvriers en colère issus du secteur de la construction, du transport et de l'agriculture ont exprimé leur mécontentement à propos de l'exploitation économique et du dumping social dont sont victimes de nombreux travailleurs étrangers sur nos chantiers. Chaque jour, des dizaines de travailleurs sont exploités et mis en concurrence directe par des employeurs et intermédiaires corrompus, lesquels se servent des lacunes juridiques et opérationnelles dans le but d'exploiter la main-d'œuvre, l'assimilant alors à de la simple marchandise. Ils attirent les travailleurs étrangers au moyen de promesses séduisantes, créent des sociétés boîte aux lettres, rédigent de faux contrats de travail et documents, n'offrent aucune protection sociale aux travailleurs, ne rémunèrent pas les heures supplémentaires, n'octroient pas le moindre jour de congé, prélèvent d'importantes sommes sur le salaire afin de payer les frais de transport, le logement, la nourriture, etc. En fin de compte, le travailleur étranger est la victime de telles pratiques et est privé d'une partie de ses droits.

Ces abus sont connus des autorités depuis de nombreuses années. Malheureusement, la classe politique européenne (et en particulier la Commission) n'a jamais fait part de sa volonté de s'attaquer fermement aux problèmes. La Commission européenne prône sans cesse ses dogmes du marché interne (tels que l'entrepreneuriat, la réduction des charges administratives, la libre concurrence, ...) comme un remède miracle permettant de rendre l'Europe plus concurrentielle et de résoudre le problème du chômage. La politique européenne du marché du travail appliquée actuellement selon les principes établis n'est plus efficace et nuit à la crédibilité du projet européen. Au lieu d'une croissance de la citoyenneté européenne, nous assistons à une recrudescence de la discrimination et du racisme.

Les travailleurs du secteur de la construction, du transport et de l'agriculture demandent dès lors aux responsables politiques européens une reconnaissance des problèmes actuels et des actions réelles et ce, en dehors de tout débat idéologique. En d'autres termes, des mesures concrètes et perceptibles doivent être prises. Afin de permettre un contrôle plus efficace du marché européen de l'emploi, les organisations syndicales réclament la création d'un Europol social, d'une carte d'identité sociale européenne, de reconnaître la responsabilité européenne pour les maîtres d'ouvrage et les entrepreneurs, de distinguer clairement un véritable indépendant d'un travailleur à travers des définitions claires et de mettre en place des contrôles nationaux stricts poursuivant des objectifs clairs. **Ces mesures requièrent du courage et du dynamisme de la part de nos responsables politiques européens!**

Contact:

Werner Buelen

FETBB, Secrétaire Construction

wbuelen@efbh.be

+32 (0)475 84 06 48